

INTOSAI



Annexe
ISSAI 5120

INTOSAI PROFESSIONAL STANDARDS COMMITTEE

PSC-SECRETARIAT

RIGSREVISIONEN • LANDGREVEN 4 • P.O. BOX 9009 • 1022 COPENHAGEN K • DENMARK
TEL.:+45 3392 8400 • FAX:+45 3311 0415 • E-MAIL: INFO@RIGSREVISIONEN.DK

INTOSAI



INTOSAI General Secretariat - RECHNUNGSHOF
(Austrian Court of Audit)
DAMPFSCHIFFSTRASSE 2
A-1033 VIENNA
AUSTRIA
Tel.: ++43 (1) 711 71 • Fax: ++43 (1) 718 09 69

E-MAIL: intosai@rechnungshof.gv.at;
WORLD WIDE WEB: <http://www.intosai.org>

Annexe — Notes d'orientation

Questions pouvant faire ressortir les aspects possibles d'une vérification environnementale

Législation ou politique environnementale de l'administration nationale ou locale
<p>L'administration publique a-t-elle énoncé des objectifs nationaux en matière d'environnement?</p> <ul style="list-style-type: none">• Qui les a élaborés?• Que doivent-ils permettre de réaliser?• Établissent-ils des normes ou des lignes directrices d'application obligatoire? <p>L'administration publique a-t-elle des entités ou des ministères qui sont responsables de la protection, de l'assainissement et de la gestion de l'environnement?</p> <ul style="list-style-type: none">• Quels sont les ministères et quelles en sont les responsabilités?• Comment obtiennent-ils les résultats (au moyen de règlements, de politiques ou de programmes de gestion)? <p>L'administration publique a-t-elle des normes comptables pertinentes?</p> <p>L'administration publique a-t-elle élaboré des lois axées sur la protection, l'assainissement et la gestion de l'environnement?</p> <ul style="list-style-type: none">• Y a-t-il des lois que les ministères doivent faire appliquer?• Les ministères sont-ils tenus de se conformer aux lois ou aux règlements environnementaux?
Activités ou programmes gouvernementaux
<p>L'administration publique a-t-elle des programmes axés sur la protection, l'assainissement et la gestion de l'environnement?</p> <p>L'administration publique contribue-t-elle à financer des programmes visant à favoriser l'atteinte d'objectifs environnementaux?</p> <p>Ces programmes pourraient comprendre des mesures prises pour conserver le sol des terres cultivées; assurer l'irrigation à des fins agricoles; protéger les bassins hydrologiques; soutenir la foresterie; soutenir l'agriculture; protéger les plans d'eau; conserver la biodiversité; améliorer le rendement énergétique; prévenir la pollution; gérer les déchets urbains; ou protéger et préserver le patrimoine culturel, les parcs nationaux, les édifices du patrimoine ou les lieux à valeur culturelle ou scientifique particulière.</p> <ul style="list-style-type: none">• Quelles ressources les ministères utilisent-ils pour obtenir les résultats requis?

- Les ressources sont-elles dûment comptabilisées et les résultats sont-ils dûment communiqués?
- Quelles sont les responsabilités de l'ISC relativement à la comptabilisation et à la communication du rendement de ces programmes?

Connaissance du ministère ou du secteur

L'administration publique a-t-elle un ministère/secteur ou des organismes dont les activités ont un effet sur l'environnement?

Le ministère/secteur ou les organismes de l'administration publique œuvrent-ils dans une branche qui est exposée à un risque environnemental important pouvant avoir des incidences défavorables sur les rapports et les résultats financiers de l'entité?

Quels lois et règlements environnementaux s'appliquent à l'entité?

Y a-t-il des substances utilisées dans les produits ou le processus de production de l'entité qui sont assujetties à des lois ou à des règlements particuliers?

Les organismes chargés de l'application de la loi contrôlent-ils la conformité de l'entité aux prescriptions des lois, des règlements ou des permis environnementaux?

Les organismes chargés de l'application de la loi ont-ils pris des mesures de réglementation ou diffusé des rapports qui pourraient avoir des incidences importantes sur l'entité et sur son rapport et/ou ses résultats financiers?

Y a-t-il des antécédents de pénalités et de poursuites à l'endroit de l'entité ou de ses administrateurs relativement à des questions environnementales? Le cas échéant, quelles étaient les raisons de ces mesures?

Y a-t-il des poursuites en instance relativement à la conformité aux lois et aux règlements environnementaux?

Les risques et les effets environnementaux sont-ils assurés?

Environnement de contrôle et procédures de contrôle

Quels sont les principes et le style de fonctionnement de la direction en ce qui a trait au contrôle de l'environnement en général?

Dans sa structure de fonctionnement, l'entité prévoit-elle l'attribution des responsabilités, y compris la séparation des tâches, à des personnes désignées en matière de contrôle de l'environnement?

L'entité tient-elle un système d'information environnemental, d'après les exigences des organismes de réglementation ou sa propre évaluation du risque environnemental?

L'entité exploite-t-elle un système de gestion environnementale (SGE)?

- Ce système peut fournir, par exemple, des renseignements sur les quantités d'émissions et de déchets dangereux, les caractéristiques environnementales des produits et des services ou les résultats des inspections ou des incidents.
- La norme internationale ISO 14001 et la Norme de gestion et d'audit écologiques de la Commission européenne sont des exemples de normes reconnues relatives aux SME.

L'entité a-t-elle (volontairement) publié un rapport sur le rendement environnemental? Le cas échéant, a-t-il été vérifié par un tiers indépendant?

A-t-on établi des procédures de contrôle permettant de déterminer et d'évaluer le risque environnemental, de contrôler la conformité aux lois et aux règlements environnementaux, et de contrôler les modifications éventuelles de la législation environnementale qui sont susceptibles d'avoir des incidences sur l'entité?

La direction est-elle au courant de l'existence des facteurs suivants et de leurs incidences éventuelles sur le rapport financier de l'entité :

- tout risque de responsabilité à l'égard des eaux souterraines découlant de la contamination du sol, des eaux souterraines ou des eaux de surface;
- tout risque de responsabilité découlant de la pollution atmosphérique;
- toute plainte non réglée d'employés ou de tiers à propos de questions environnementales?

L'entité a-t-elle des procédures de fonctionnement et de contrôle qui sont conformes aux règlements prescrits par la loi en ce qui a trait à l'élimination des déchets et des déchets dangereux?

Annexe — Membres du Groupe de travail sur la vérification environnementale de l'INTOSAI**(De juin 2003)**

Présidente : M ^{me} Sheila Fraser, Canada
Présidente associée : M ^{me} Johanne Gélinas, Canada

Pays	Bureau de vérification	Dirigeant	Titre
Afrique du Sud	Bureau du vérificateur général	M. Shauket A. Fakie	Vérificateur général
Arabie saoudite	Bureau du vérificateur général	M. H.E. Tawfik Ibrahim Tawfik	Président
Algérie	Cour des Comptes	M. Abdelkader Benmarouf	Président
Autriche	Cour des comptes d'Autriche	M. Fanz Fiedler	Président
Bangladesh	Bureau du contrôleur et vérificateur général du Bangladesh	M. Muhammad Ahsan Ali Sarkar	Contrôleur et Vérificateur général
Brésil	Cour des comptes du Brésil	M. Valmir Campelo	Président
Cameroun	Contrôle supérieur de l'État	M. Njiemoun Mama	Vérificateur général
Canada	Bureau du vérificateur général	M ^{me} Sheila Fraser	Vérificatrice générale
Chili	Bureau du Contrôleur général de la République du Chili	M. Gustavo Sciolla Avendano	Contrôleur général de la République
Chine (République populaire de)	Bureau de contrôle national de la République populaire de Chine (CNAO)	M. Li Jinhua	Contrôleur général
Colombie	Bureau du Contrôleur général de la République de Colombie	M. Antonio Hernandez Gamarra	Contrôleur général de la République
Corée (République de)	Commission de contrôle et d'inspection	M. Jong-Nam Lee	Président
Costa Rica	Bureau du Contrôleur général de la République	Lic. Luis Fernando Vargas Benavides	Contrôleur général de la République

Pays	Bureau de vérification	Dirigeant	Titre
Chypre	Bureau de vérification de la République	M ^{me} Chrystalla Georghadji	Vérificatrice générale
Danemark	Bureau de vérification national du Danemark	M. Henrik Otbo	Vérificateur général
Égypte	Organisation centrale de contrôle des finances publiques	M. Mohammed Gawdat Ahmet El-Malt	Président
El Salvador	Cour des comptes de la République	M. Rafael Hernán Contreras	Président de la Cour des comptes
Estonie	Bureau de vérification d'État	M. Mihkel Oviir	Vérificateur général
Éthiopie	Bureau du vérificateur général	M. Lemma Argaw	Vérificateur général
Georgie	Chambre de contrôle de Georgie	M. Sulkhan Molashvili	Président
Guyana	Bureau du vérificateur général	M. Swatantra Anand Goolsarran	Vérificateur général
Islande	Bureau national de vérification	M. Sigurdur Thordarson	Vérificateur général
Inde	Bureau du contrôleur et vérificateur général	M. Vijayendra Nath Kaul	Contrôleur et Vérificateur général
Indonésie	Conseil de contrôle de l'Indonésie	M. Satrio Budihardjo Joedono	Président
Iran	Cour supérieure des comptes	M. Seyed Kazem Mirvalad	Président
Jordanie	Bureau de vérification	M. Abed Kharabsheh	Président
Kazakhstan	Comité de contrôle de la mise en œuvre du Budget de la République	M. Zhaksybek Kulekeyev	Président
Koweït	Bureau de contrôle d'État	M. Abdulaziz Sulaiman Al-Roumi	Président par intérim
Lettonie	Bureau de	M. Raits Cernajs	Vérificateur

Pays	Bureau de vérification	Dirigeant	Titre
	vérification d'État		général
Libye	Comité populaire de contrôle	M. Hosni Sadeg Wahishi	Secrétaire
Lituanie	Contrôle d'État de la République de Lituanie	M. Jonas Liaucius	Contrôleur général de la République de Lituanie
Macédoine (République de)	Bureau de vérification d'État	M. Metodija Toshevski	Vérificateur général de l'État
Malte	Bureau national de vérification	M. Joseph G. Galea	Vérificateur général
Pays-Bas	Cour des comptes des Pays-Bas	M ^{me} Saskia J. Stuiveling	Présidente
Norvège	Bureau du vérificateur général de la Norvège	M. Bjarne Mork Eidem	Vérificateur général
Nouvelle-Zélande	Bureau du contrôleur et vérificateur général	M. Kevin Brady	Contrôleur et Vérificateur général de la Nouvelle-Zélande
Pakistan	Bureau du vérificateur général du Pakistan	M. Muhammad Yunis Khan	Vérificateur général
Paraguay	Bureau de contrôle général de la République du Paraguay	M. Francisco Javier Galiano Morán	Contrôleur général de la République
Pérou	Bureau de contrôle général de la République	M. Genaro Matute Mejia	Contrôleur général de la République
Pologne	Chambre suprême de contrôle	M. Mirosław Sekuła	Président
République tchèque	Bureau supérieur de contrôle	M. Lubomír Voleňák	Président
Roumanie	Cour des comptes	M. Dan Drosu Saguna	Président
Russie	Chambre des comptes de la Fédération de Russie	M. Sergey Vadimovich Stepashin	Président de la Chambre des comptes
Sri Lanka	Ministère du vérificateur général	M. S.C. Mayadunne	Vérificateur général du Sri Lanka

Pays	Bureau de vérification	Dirigeant	Titre
Turquie	Cour des comptes de Turquie	M. Mehmet Damar	Président
Ukraine	Chambre des comptes	M. Valentyn Kostiantynovych Symonenko	Chef de la Chambre des comptes
Royaume-Uni	National Audit Office	Sir John Bourn KCB	Contrôleur et Vérificateur général
États-Unis	U.S. General Accounting Office	M. David M. Walker	Contrôleur et Vérificateur général des États-unis
Zimbabwe	Bureau du contrôleur et vérificateur général	M. Abdulman Eric Harid	Contrôleur et Vérificateur général